

8

Les femmes et l'ODD 7 – Services énergétiques propres à un coût abordable : garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

La précarité énergétique est un phénomène mondial qui a une forte dimension sexospécifique. Dans les pays en développement, le manque d'accès à l'énergie entrave le bien-être et les possibilités économiques des femmes et des filles, étant donné qu'il nuit à leurs conditions de vie et à leur budget-temps, et compromet leurs possibilités d'éducation et d'accès à la vie économique. Les inégalités femmes-hommes en matière d'énergie peuvent être encore accentuées par les politiques énergétiques nationales et les modèles du marché du travail. L'énergie étant la principale source d'émissions de GES, il peut donc être essentiel d'élargir l'accès aux énergies vertes et d'améliorer leur accessibilité financière pour parvenir à un développement plus durable qui profite à tous. Les femmes peuvent également jouer un rôle clé dans la transition vers les énergies vertes, en tant que consommatrices responsables, en particulier dans le cadre du foyer, mais aussi dans le cadre des affaires et de l'élaboration des politiques. L'autonomisation et l'impulsion des femmes dans le secteur de l'énergie pourraient aider à accélérer la transition vers une économie bas carbone en promouvant les énergies propres et l'efficacité énergétique, ainsi qu'à s'attaquer à la précarité énergétique. La « transition juste » doit également inclure une optique sexospécifique afin de garantir les mêmes chances aux hommes et aux femmes sur le marché du travail.

8.1. Éléments à retenir

L'accès à des services énergétiques durables et propres à un coût abordable est un préalable à l'égalité des sexes et au bien-être. À l'heure actuelle, les disparités femmes-hommes en matière d'énergie sont considérables dans le monde. Voici les principaux constats et recommandations de ce chapitre :

- Sept cent soixante-dix millions de personnes, dont environ les trois quarts vivent en Afrique subsaharienne, n'ont pas accès à l'électricité. En dépit d'une amélioration au cours des dernières années, les données de l'Agence internationale de l'énergie montrent que le COVID-19 inverse cette tendance positive en Afrique après six années de baisse régulière. La hausse des niveaux de pauvreté dans le monde pourrait avoir déjà rendu les services d'électricité de base inaccessibles pour plus de 100 millions de consommateurs d'électricité en Asie et en Afrique (IEA, 2020^[1]) (OECD, 2020^[2]).
- Bien qu'elle soit particulièrement marquée dans les pays en développement, la précarité énergétique est un phénomène mondial et touche particulièrement les femmes, qui sont les principales actrices de la production et de la consommation d'énergie par les ménages. Dans certains pays de l'OCDE, on estime que jusqu'à 30 % des foyers vivent dans la précarité énergétique, ce qui limite l'accès des femmes et des filles à l'éducation et aux opportunités économiques, et les expose de façon disproportionnée à des risques pour la santé.
- Les femmes peuvent jouer un rôle de premier plan dans la transition vers les énergies propres en tant que consommatrices, en aidant à faire évoluer la consommation d'énergie et en pilotant la modification en profondeur du secteur de l'énergie. L'énergie est un secteur largement dominé par les hommes, bien que les femmes soient généralement mieux représentées dans le secteur des énergies renouvelables.
- Une meilleure représentation des femmes dans les conseils d'administration et aux postes de direction des entreprises pourrait également favoriser l'accélération de la transition écologique, car elle permettrait une intégration plus efficace des objectifs en matière d'environnement et d'égalité femmes-hommes.
- Il est nécessaire de disposer de données plus systématiques sur les liens entre les objectifs en matière d'égalité des sexes et ceux en matière d'énergie propre. Cette mesure permettra de faire concorder les politiques énergétiques avec les besoins des femmes, notamment dans les pays affichant un taux élevé de précarité énergétique.

8.2. Liens entre l'égalité des sexes et les services énergétiques propres à un coût abordable (ODD 7) et les autres ODD

Selon l'AIE, 770 millions de personnes, dont environ les trois quarts vivent en Afrique subsaharienne, n'ont pas accès à l'électricité (IEA, 2020^[3]). Environ trois milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès aux équipements de cuisson propres et sont exposées à des niveaux dangereux de pollution atmosphérique due à l'utilisation du bois, du charbon ou des excréments d'animaux pour la cuisine et le chauffage (WHO, 2018^[4]).

L'Objectif de développement durable 7, énergie propre et d'un coût abordable, fixe des objectifs pour garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable (Objectif 7.1). Il souligne la nécessité d'accroître la part des énergies renouvelables propres (Objectif 7.2) et met en évidence l'importance d'améliorer l'efficacité énergétique (Objectif 7.3). Le cadre des ODD reconnaît la nécessité d'accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial d'ici à 2030. La logique qui sous-tend cet objectif tient compte des effets différenciés que la précarité énergétique et la pollution peuvent avoir sur les femmes et les enfants (UN, 2016^[5]).

L'Objectif de développement durable 7 interagit avec de nombreux autres ODD. L'énergie est indispensable à plusieurs éléments constitutifs du bien-être élémentaire, du chauffage à la cuisine, en passant par l'éducation (ODD 4), la santé (ODD 3) et les transports, et donc à la participation au marché du travail. Le manque d'accès à l'énergie crée un cercle vicieux de développement insuffisant et de pauvreté, et le fait de garantir l'accès de tous à l'énergie à un coût abordable contribue également à la réalisation de l'ODD 1 (éliminer la pauvreté). La pandémie de COVID-19 a également montré que l'accès à l'énergie est essentiel pour la prestation de soins de santé et le bien-être (ODD 3), car l'électricité à un coût abordable est nécessaire pour maintenir les personnes connectées à domicile et pour faire fonctionner des équipements vitaux dans les hôpitaux (Ogunbiyi D, 2020^[6]). Il est également essentiel d'étoffer l'offre d'énergies propres et renouvelables pour parvenir à une croissance économique durable (ODD 8), bâtir des villes durables (ODD 11), garantir des modes de consommation et de production durables (ODD 12), ainsi que la transition vers une économie bas carbone et, par conséquent, la réalisation de l'ODD 13 dans le cadre de l'action climatique.

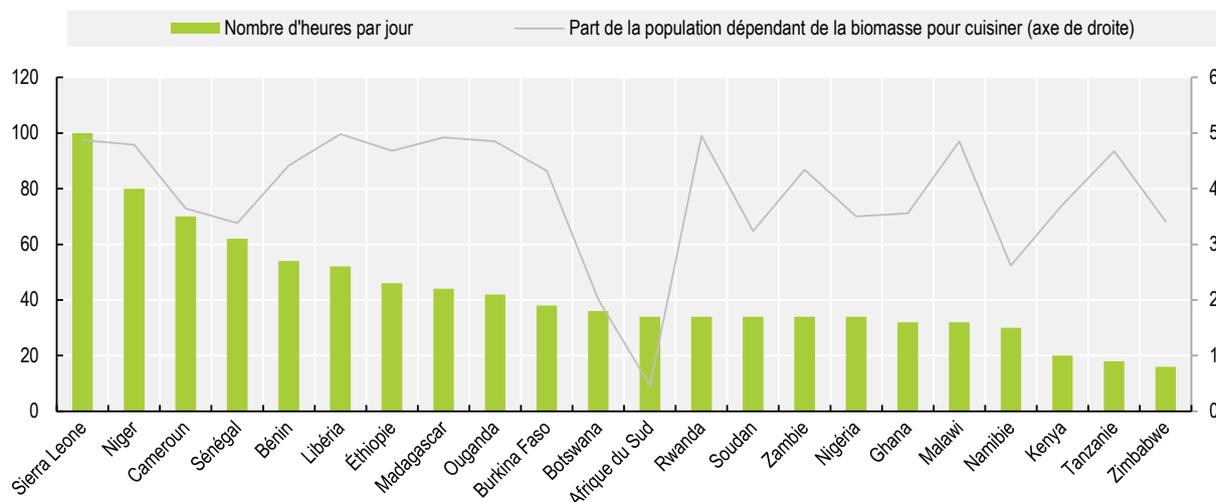
8.3. Effets sexospécifiques de la précarité énergétique

La précarité énergétique est un phénomène mondial. Bien que sa définition varie en fonction du contexte, du lieu et de la population, elle affecte à la fois l'hémisphère nord et l'hémisphère sud. Dans la plupart des économies avancées, la précarité énergétique est une question d'accessibilité financière plutôt que d'accès. Dans les économies les moins avancées, les considérations liées à la disponibilité, à l'accès et à la fiabilité précèdent celles liées à l'accessibilité financière et à la durabilité. Toutefois, dans les deux cas, la précarité énergétique a une forte dimension sexospécifique.

La précarité énergétique est un problème pour les pays membres de l'OCDE. Aux États-Unis, on estime qu'environ 30 % des foyers sont en situation de précarité énergétique (USEA, 2019^[7]). Au sein de l'Union européenne, en 2012, plus de 54 millions de personnes, soit près de 11 % de la population, avaient des difficultés à chauffer leur domicile et à payer leurs factures des services collectifs. Les femmes, en particulier les mères célibataires et les femmes célibataires âgées, étaient les plus touchées en raison de leurs revenus plus faibles, de leurs caractéristiques physiologiques et de leurs comportements (Clancy, Feenstra and Daskalova, 2017^[8]) (EIGE, 2020^[9]).

Dans les pays en développement, le manque d'accès à l'énergie est un obstacle au bien-être des femmes et des filles et aux opportunités économiques qui s'offrent à elles. Les femmes et les filles des zones rurales passent une grande partie de leur journée à ramasser du bois de chauffage, ce qui se traduit non seulement par le maintien de la pauvreté et des inégalités (Dutta, Kooijman and Cecelski, 2017^[10]) mais aussi par des occasions perdues en termes d'éducation et de travail rémunéré (OECD, 2018^[11]). C'est le cas dans une grande partie de l'Afrique, avec des chiffres particulièrement élevés en Sierra Leone, au Niger et au Cameroun (voir Graphique 8.1) (IEA, 2017^[12]). En Inde, au Bangladesh et au Népal, les femmes passent au moins 20 heures par semaine à ramasser du combustible issu de la biomasse pour la cuisine et le chauffage (Bloomfield, 2014^[13]).

Graphique 8.1. Nombre moyen d'heures passées à ramasser du combustible par jour et par foyer en Afrique (2015)



Note : Les pays inclus sont ceux pour lesquels des données sont disponibles.
Sources : (IEA, 2017^[12]).

Le temps passé par les filles à ramasser du combustible issu de la biomasse limite leur accès à l'éducation. L'électrification des ménages améliore la scolarisation des filles et, à long terme, les possibilités d'emploi des femmes (Lewis et al., 2013^[14]). Les recherches au Brésil montrent que les filles des zones rurales ayant accès à l'électricité ont 59 % plus de chances d'achever leurs études primaires avant l'âge de 18 ans que celles n'y ayant pas accès (O'Dell et al., 2015^[15]). Elles montrent également qu'un accès accru à l'électricité a amélioré les possibilités en matière d'emploi tant pour les hommes que pour les femmes, mais que ce sont les femmes qui en ont le plus bénéficié, car l'utilisation d'appareils électriques a permis de réduire le temps consacré aux tâches ménagères.

Les répercussions de la précarité énergétique sur les résultats scolaires ont également des effets intergénérationnels négatifs. Les liens entre l'éducation des mères et la santé des enfants sont bien établis. Un faible taux d'éducation des mères est associé à un taux élevé de retard de croissance (Abuya, Ciera and Kimani-Murage, 2012^[16]) et à un faible niveau d'immunisation des enfants (Özer, Fidrmuc and Eryurt, 2018^[17]). Une étude de la mortalité infantile dans 175 pays entre 1970 et 2009 a conclu que l'on pouvait attribuer la moitié de la baisse de la mortalité infantile à l'amélioration de l'éducation des femmes (Gakidou et al., 2010^[18]). L'accès limité à l'éducation décourage les futures générations d'aller à l'école, ce qui perpétue le cercle vicieux (Azomahou and Yitbarek, 2016^[19]) (Mare and Maralani, 2006^[20]).

La précarité énergétique a un impact direct significatif sur la santé et le bien-être des femmes et des filles. Les habitants des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et des communautés à faible revenu des pays à revenu élevé, qui dépendent de sources d'énergie polluantes pour répondre à leurs besoins essentiels, subissent de manière disproportionnée les effets de la pollution atmosphérique (OMS, 2018^[21]). Cet impact se fait particulièrement sentir chez les femmes et les filles, qui sont les principales actrices de la production et de la consommation d'énergie par les ménages dans le monde. Comme indiqué au chapitre 3, les femmes enceintes sont plus exposées au risque de pollution atmosphérique. L'exposition à la pollution de l'air ambiant est liée à des effets néfastes sur la fertilité, la grossesse et les nouveau-nés, avec des données récentes montrant que des particules fines traversent le placenta et conduisent à une exposition fœtale. (Bové et al., 2019^[21]).

Les travaux dangereux liés à l'accès aux ressources énergétiques sont liés à la violence sexiste. Le ramassage de bois de chauffage et d'autres ressources peut créer des tensions au sein des communautés,

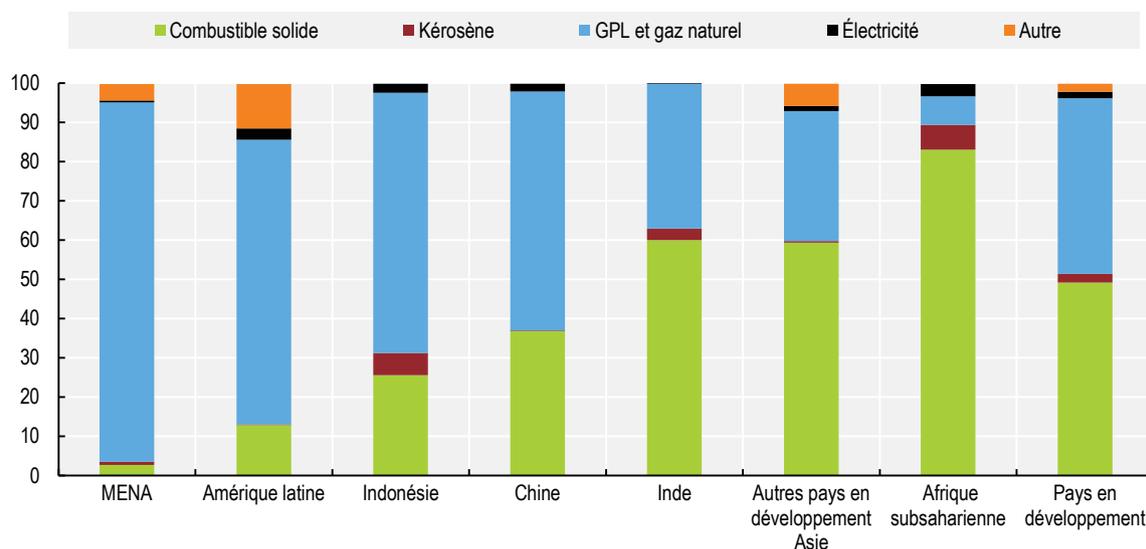
en particulier lorsqu'elles se livrent concurrence pour des ressources rares ou pénètrent dans des terres privées. En particulier dans les contextes humanitaires, les tâches de ramassage de carburant présentent un risque de harcèlement sexuel ou d'agression sexuelle (UNHCR, 2016^[22]). Une étude a montré qu'au Tchad, 42 % des 673 foyers de réfugiés interrogés ont signalé des cas de violence sexiste lors du ramassage de bois de chauffage sur une période de six mois (Global Alliance for Clean Cookstoves, 2016^[23]).

8.3.1. Énergie et pollution intérieure

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, les femmes et les enfants sont les principales victimes de la pollution intérieure causée par les cuisinières inefficaces largement utilisées dans l'hémisphère sud. Comme les femmes passent généralement plus de temps à la maison que les hommes, elles sont davantage exposées aux combustibles polluants et aux modes de chauffage inadéquats, surtout si elles ne peuvent pas compter sur des équipements de cuisson modernes. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de quatre millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants, meurent chaque année à cause de la pollution de l'air intérieur, celle-ci augmentant le risque d'accident vasculaire cérébral, de pneumonie, de maladie pulmonaire, de cancer, d'asthme et d'autres maladies (WHO, 2018^[41]).

Plus d'un quart de la population mondiale dépend de l'utilisation traditionnelle de la biomasse pour la cuisine et le chauffage (voir Graphique 8.2), et n'a qu'un accès limité à une source d'énergie propre et efficace pour l'éclairage (IEA, 2017^[12]). Les effets négatifs du recours à la biomasse traditionnelle, notamment la combustion du bois, du fumier et des résidus de culture, ont été largement signalés tant sur la santé humaine que sur l'agriculture et les écosystèmes (Venkataraman et al., 2010^[24]). Le kérosène est souvent préconisé comme une alternative plus propre aux combustibles solides, à la biomasse et au charbon, pour la cuisson des aliments, et les lampes au kérosène sont largement utilisées pour l'éclairage dans une grande partie du monde en développement. Les risques liés au kérosène comprennent les intoxications, les incendies et les explosions, et certaines répercussions sanitaires moins étudiées des produits de combustion du kérosène incluent les troubles pulmonaires et les maladies (Lam et al., 2012^[25]) infectieuses.

Graphique 8.2. Part de la population dépendant de différents combustibles de cuisson (2017)



Note : Les combustibles solides comprennent : (i) la biomasse traditionnelle (bois, charbon de bois, résidus agricoles et excréments d'animaux), (ii) la biomasse transformée (granulés, briquettes); et (iii) d'autres combustibles solides (tels que le charbon et le lignite)

Source : (IEA, 2018^[26]).

De nombreuses sources d'énergie plus durables qui garantissent le rendement de la combustion et réduisent la pollution, les risques pour la santé et les répercussions climatiques sont actuellement mises au point. En 2017, 32 pays avaient inclus une initiative en faveur de meilleurs équipements de cuisson dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), ainsi que d'autres initiatives visant à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables dans certains secteurs (Graichen et al., 2017^[27]). Il convient de multiplier ces efforts, notamment en Afrique subsaharienne, où plus de 80 % de la population dépend encore de combustibles solides pour la cuisson (Encadré 8.1). La transition vers des sources de combustibles plus durables exige une attention particulière, étant donné que certaines technologies peuvent impliquer des arbitrages avec la qualité de l'air, comme c'est le cas pour les biocarburants. Par conséquent, les technologies plus vertes devraient être évaluées non seulement en fonction de leur capacité à réduire les émissions, mais aussi en fonction des risques pour la santé et de la pollution atmosphérique.

Encadré 8.1. Faciliter l'accès des femmes aux énergies renouvelables

Des recherches menées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE, Perspectives énergétiques mondiales 2017 et 2018 et Perspectives énergétiques de l'Afrique 2019) montrent que la stratégie la plus rentable pour offrir un accès à l'électricité et des équipements de cuisson propres à tous dans les pays en développement est compatible avec l'atteinte des objectifs, et éviterait des millions de morts prématurées chaque année (IEA, 2019^[28]). Pour fournir l'électricité à tous, des systèmes décentralisés, utilisant principalement l'énergie solaire photovoltaïque dans les systèmes hors réseau et les mini-réseaux, constitueront la solution la moins coûteuse dans de nombreuses régions. C'est surtout aux femmes que cette évolution bénéficierait, car elle dégagerait des millions d'heures actuellement perdues à ramasser du bois de chauffage.

Des données récemment actualisées sur l'accès à l'énergie montrent que le nombre de personnes sans accès à l'électricité est passé sous la barre d'un milliard pour la première fois en 2017, alors qu'il était de 1.6 milliard en 2000. Cependant, en raison de la pandémie de COVID-19, les dernières mises à jour montrent une inversion de ces progrès, le nombre de personnes dépourvues d'électricité en Afrique étant passé à plus de 590 millions en 2020, soit une hausse de 13 millions ou de 2 %, par rapport à l'an dernier (IEA, 2018^[26]) (IEA, 2020^[29]). Si les combustibles fossiles (principalement le charbon) restent la principale nouvelle source d'énergie pour l'accès à l'électricité, depuis 2000, les énergies renouvelables progressent rapidement, ayant permis plus d'un tiers des nouveaux raccordements de ces cinq dernières années. Cette transition devrait s'accélérer dans les prochaines années, et d'ici 2030, les énergies renouvelables devraient offrir un accès à l'électricité pour les trois quarts des raccordements supplémentaires nécessaires et contribuer à assainir l'environnement du fait de leurs faibles émissions de carbone, d'après un rapport de l'AIE (IEA, 2018^[26]). La crise a freiné la croissance des solutions décentralisées utilisant les énergies renouvelables telles que les systèmes photovoltaïques individuels et les mini-réseaux, mais leur développement devrait se poursuivre une fois que la conjoncture économique s'améliorera.

Le rapport le plus récent de l'AIE estime que pour offrir un accès universel à l'énergie d'ici 2030, il faudrait réaliser un investissement supplémentaire de 24 milliards USD par an (venant s'ajouter aux 31 milliards USD investis dans le cadre des mesures actuelles et prévues), l'équivalent de moins de 2 % de l'investissement mondial dans l'énergie (IEA, 2018^[26]). L'écrasante majorité de cet investissement supplémentaire devrait être destiné à l'Afrique subsaharienne, et la plus grande partie de cette somme devrait être consacrée aux énergies renouvelables afin d'accélérer la transition. Considérant ce montant, l'investissement requis pour les équipements de cuisson propres, dont le gaz de pétrole liquéfié, est modeste et représente moins du dixième du total.

Il y a de nombreux avantages à parvenir à un accès universel à l'énergie en recourant principalement aux énergies renouvelables. Les femmes gagnent une heure par jour lorsqu'elles n'ont pas à ramasser de bois de chauffage, ce qui libère l'équivalent de 80 millions de travailleurs. La hausse de la part des énergies renouvelables réduirait la pollution de l'air intérieur, ce qui éviterait des morts prématurées et limiterait les émissions de carbone.

8.3.2. Inégalités femmes-hommes causées par les politiques énergétiques

Les inégalités femmes-hommes en matière d'énergie peuvent être encore accentuées par les politiques énergétiques nationales et les modèles du marché du travail. Ces inégalités peuvent être appréciées grâce à l'allocation de subventions aux combustibles fossiles et les effets de ces subventions sont visibles par l'accès des femmes aux transports et à l'utilisation des terres. Par exemple, les subventions à la production de combustibles fossiles profitent souvent aux plus grands producteurs d'énergie, secteurs traditionnellement à majorité masculine. Dans les pays en développement, on accorde souvent un accès prioritaire à l'énergie aux grandes activités industrielles tournées vers l'exportation, qui sont généralement détenues par des hommes. Les femmes sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel et ont donc plus de difficultés à accéder à l'énergie pour leurs activités économiques. Des études menées en Afrique confirment que les entreprises dirigées par des femmes ont souvent moins accès aux financements et aux services liés à l'énergie que celles dirigées par des hommes (UNDP, 2012^[30]). Les subventions aux consommateurs de combustibles fossiles ont un effet régressif manifeste, surtout ressenti par les femmes à faible revenu qui n'ont qu'un accès limité à ces subventions ou qui ne sont pas au courant de leur existence (pour en savoir plus, voir le chapitre 11).

Les subventions à la consommation d'énergie ont également tendance à profiter davantage aux hommes dans les pays en développement comme dans les pays développés, étant donné qu'ils utilisent davantage les modes de transport privés. En raison de leur statut économique souvent plus élevé, mais aussi de leurs préférences comportementales, les hommes sont plus susceptibles d'utiliser des voitures particulières que des transports publics. En Suède, par exemple, 70 % des voitures sont détenues et conduites par des hommes (ITF, 2011^[31]). Une étude sur les habitudes de consommation dans quatre pays européens (Allemagne, Norvège, Grèce et Suède) a montré que les hommes utilisent beaucoup plus d'énergie que les femmes pour les transports, un écart allant de 70 % de plus en Allemagne à plus de 350 % de plus en Grèce, une différence entre les sexes due en grande partie au fait que les hommes célibataires dépensent en moyenne plus d'argent pour les véhicules et le carburant que les femmes célibataires (Räty and Carlsson-Kanyama, 2009^[32]).

La hausse de la demande de biocombustibles correspondant à une tentative de réduire les émissions de gaz à effet de serre a affecté l'utilisation des terres dans les pays en développement, en particulier des terres marginales et des petites parcelles cultivées par des femmes (EIGE, 2016^[33]). Ces mutations foncières ont privé les foyers vulnérables de leur moyen de subsistance énergétique et souvent sans mécanisme de compensation (Clancy, 2012^[34]).

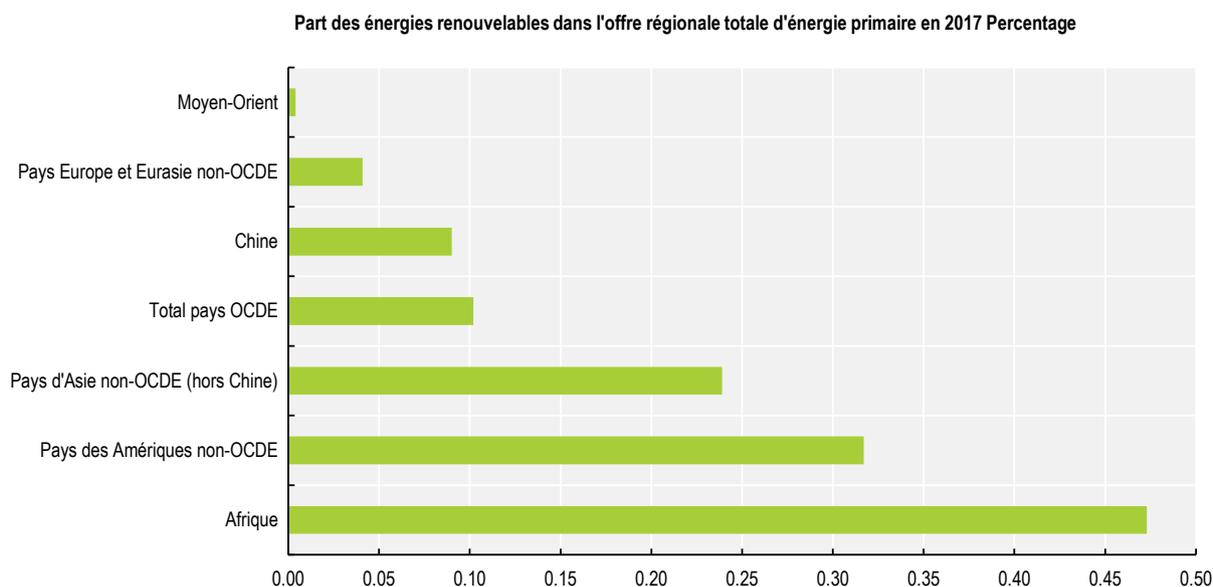
8.4. Rôle des femmes dans l'écologisation de l'énergie

La mise en place de l'accès universel à l'énergie d'ici 2030 au moyen des énergies propres et renouvelables peut être avantageuse sur trois plans : économique (investissement et emplois dans le secteur des énergies renouvelables), social (notamment l'émancipation et les meilleurs résultats de santé des femmes) et environnemental (réduction des émissions et de la pollution). En particulier, l'écologisation des infrastructures énergétiques est impérative pour faire face à la crise climatique et réduire la pollution, deux phénomènes qui touchent de façon disproportionnée les femmes.

De nombreux pays prennent des mesures pour abandonner progressivement l'utilisation des combustibles fossiles. En 2017, 13,5 % de l'approvisionnement total en énergie primaire provenaient de sources d'énergie renouvelables (Statistical Office of the European Communities, 2019^[35]). À l'heure actuelle, environ 71,5 % de l'offre mondiale d'énergies renouvelables provient de pays non membres de l'OCDE (voir Graphique 8.3). Pourtant, une bonne partie des énergies renouvelables des pays en développement n'est pas propre. Les biocombustibles solides et le charbon de bois représentent près de 61 % de l'offre mondiale d'énergies renouvelables et aucune fluctuation majeure n'a été enregistrée depuis 1990 (IEA, 2019^[36]). Les pays doivent saisir l'occasion qui leur est offerte de renoncer totalement aux technologies polluantes et de passer à des technologies plus vertes, en développant des installations d'énergie renouvelable à bas coût basées sur l'énergie solaire et éolienne.

Dans le cadre de cette transition, les femmes ont un rôle central à jouer en tant que professionnelles du secteur de l'énergie, responsables des décisions en matière d'énergie et consommatrices d'énergie. Par exemple, les femmes et les hommes font apparaître des préférences différentes pour les options de politique énergétique, en particulier en ce qui concerne la transition énergétique et l'adaptation des énergies (Fraune, 2016^[37]) renouvelables. Cependant, la politique énergétique ne tient souvent pas compte de l'égalité femmes-hommes et les femmes sont généralement sous-représentées dans le secteur de l'énergie à tous les niveaux, y compris dans les approches ascendantes telles que les solutions communautaires (Fraune, 2015^[38]). La reconnaissance des avantages d'une transition verte pour l'égalité femmes-hommes et le rôle que les femmes pourraient jouer dans le secteur des énergies propres en raison de leurs préférences comportementales appelle à une action urgente pour éliminer les obstacles structurels à la participation des femmes à la vie active et à la prise de décision dans le secteur de l'énergie (Clancy and Feenstra, 2019^[39]).

Graphique 8.3. Part des énergies renouvelables dans l'offre régionale totale d'énergie primaire



Note : Les énergies renouvelables comprennent : l'énergie solaire photovoltaïque, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité, la bioénergie, l'énergie solaire à concentration et la géothermie, les biocarburants et la chaleur renouvelable.

Source : (IEA, 2019^[29]).

8.4.1. Les femmes en tant que consommatrices d'énergie durable

En tant que principales responsables de l'énergie dans les foyers, les femmes des pays développés et en développement peuvent jouer un rôle central s'agissant d'encourager la consommation d'énergie durable et d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables.

Les données probantes tendent à démontrer que les femmes sont des utilisatrices d'énergie plus responsables que les hommes. Une étude canadienne de 2015 sur la relation entre les préoccupations environnementales des consommateurs, l'empreinte carbone et le statut socio-économique a montré que les femmes ont tendance à être plus soucieuses de l'environnement et à adopter un comportement favorable à l'environnement dans les ménages. Les résultats ont également montré que les ménages dirigés par des femmes sont plus susceptibles d'avoir une empreinte carbone plus faible, probablement en raison de la taille plus réduite des logements, et de la possession et de l'utilisation limitées des véhicules (Huddart Kennedy, Krahn and Krogman, 2015^[40]). Dans une étude récente menée au Royaume-Uni, les femmes ont indiqué qu'elles pratiquaient des activités ayant une empreinte énergétique plus élevée que les hommes, mais qu'elles utilisaient moins d'électricité (Grünwald and Diakonova, 2020^[41]). D'autres études en Europe ont montré que les hommes célibataires consomment directement ou indirectement jusqu'à 22 % d'énergie de plus que les femmes célibataires. Les femmes pourraient être plus réceptives que les hommes aux efforts de réduction de consommation d'énergie et se montrent plus disposées à changer leur comportement quotidien pour économiser de l'énergie (Räty and Kanyama, 2010^[42]).

Le comportement des consommateurs et les modes de consommation varient non seulement en fonction du sexe, mais aussi en fonction du revenu et de la localisation géographique. Il existe de vastes recherches qualitatives sur la consommation d'énergie et l'utilisation du temps par les ménages par rapport au revenu des ménages et à leur localisation, mais une analyse quantitative plus poussée à un niveau décomposé (par personne au sein du ménage) permettrait de rassembler davantage de données sur les schémas d'utilisation durable de l'énergie qui diffèrent selon le sexe. Les recherches montrent un lien entre une augmentation du revenu des ménages et une diminution du temps consacré aux activités à forte intensité énergétique par les ménages, comme la préparation des repas, les dépenses alimentaires et le nettoyage (De Lauretis, Ghersi and Cayla, 2017^[43]). Étant donné que ces activités sont traditionnellement menées par des femmes, il est nécessaire d'analyser plus avant comment l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes peuvent modifier la consommation d'énergie des ménages.

Des mesures ciblées sont nécessaires pour amener les consommatrices à adopter des pratiques d'efficacité énergétique. Une étape essentielle consiste à faire connaître aux clients potentiels des technologies propres et des possibilités de financement offertes par les institutions financières et les ONG pour s'attaquer à la fois aux problèmes de la précarité énergétique et des inégalités entre les femmes et les hommes (IRENA, 2019^[44]). Il faut des données probantes de meilleure qualité sur la dimension sexospécifique de l'utilisation de l'énergie pour orienter les mesures spécifiques et les mécanismes de soutien. Des données ventilées par sexe sont nécessaires afin de formuler des recommandations spécifiques se fondant sur la consommation d'énergie par habitant pour les hommes et les femmes, la part d'énergie non commerciale utilisée par les femmes et les hommes, le but dans lequel l'énergie est utilisée, la quantité de temps passé et les efforts déployés par les femmes et les hommes afin d'obtenir de l'énergie pour leurs activités, et le montant payé par chacun pour l'énergie (Lambrou and Piana, 2006^[45]).

8.4.2. Les femmes en tant qu'entrepreneuses de l'énergie

La possibilité de produire des énergies renouvelables à petite échelle rend ce secteur plus accessible aux femmes. Avec le succès croissant des solutions énergétiques hors réseau, les femmes ont la possibilité de jouer un rôle plus actif, non seulement en tant que consommatrices d'énergie, mais aussi en tant qu'entrepreneuses dans le secteur de l'énergie. Par exemple, Windfang E.G, la première coopérative d'énergie communautaire dirigée par des femmes et établie en Allemagne, a été lancée en 1991 sous la forme d'une petite initiative de femmes engagées à soutenir la transition énergétique par l'énergie

éolienne. Aujourd'hui, elle possède onze éoliennes et trois panneaux solaires, qui alimentent plus de 3 000 ménages. En Allemagne, des dispositions législatives favorisent la participation des coopératives aux ventes aux enchères pour les installations utilisant l'énergie éolienne terrestre et l'énergie solaire photovoltaïque, en fixant des tarifs plus bas pour les petits promoteurs (Botta, 2019^[46]).

Les femmes des pays en développement entrent également sur le marché de détail pour trouver des solutions plus efficaces en matière d'énergies renouvelables (Botta, 2019^[46]). Les coopératives d'énergie renouvelable offrent aux femmes la possibilité de s'engager tout au long de la chaîne de valeur, y compris dans la production. C'est le cas de Solar Mamas, une initiative du Barefoot College, basé en Inde, qui utilise un code de couleurs et le langage des signes pour apprendre aux femmes des régions rurales à assembler leur propre équipement et à installer des systèmes d'éclairage dans leurs villages. Le programme est maintenant présent dans 93 pays, y compris en Afrique et en Amérique latine (Barefoot College, 2020^[47]). Une analyse plus approfondie des politiques et des mesures sexospécifiques à l'appui des coopératives de femmes pourrait fournir aux responsables les outils nécessaires pour contribuer activement à l'émancipation économique des femmes à l'aide des solutions durables.

Afin d'aider les gouvernements à créer un environnement propice au financement et à l'investissement dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les économies émergentes, l'OCDE a lancé en 2019 le programme Mobilisation de fonds et d'investissements dans les énergies propres (Clean Energy Finance and Investment Mobilisation ou CEFIM), un projet quinquennal financé par le gouvernement danois (Tam, 2019^[48]). Le CEFIM étudie notamment la question de savoir si les politiques financières et d'investissement dans les énergies propres favorisent la diversité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes. Les entrepreneuses sont souvent désavantagées dans le financement par l'emprunt, car elles disposent généralement de moins d'actifs pour garantir des prêts. Afin de soutenir une transition juste et d'encourager des modèles commerciaux innovants pour les énergies propres, il est important de s'assurer que les deux sexes ont accès à des fonds et sont pris en compte dans les programmes de participation du public.

Cela vaut également pour les dispositions ayant trait au financement des banques multilatérales de développement (BMD), dans lesquelles l'affectation des fonds aux mesures d'atténuation, d'adaptation et de résilience liées au changement climatique doivent intégrer une composante sexospécifique, tenant compte de l'évolution du travail et des mutations sociales, sectorielles et économiques dans les systèmes de production actuels (GGCA, 2016^[49]). Les BMD sont les donneurs les plus avancés en termes d'intégration de la problématique femmes-hommes et du changement climatique dans leurs opérations de financement de l'énergie – la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) procèdent régulièrement de la sorte (EIB, 2020^[50]) (EBRD, 2019^[51]).

8.4.3. Une transition « juste » pour les femmes et les hommes

L'énergie est un secteur à forte majorité masculine. Par exemple, dans l'UE, les femmes représentent moins d'un quart (22.1 %) de la main-d'œuvre du secteur de l'énergie (EIGE, 2016^[52]). Globalement, les femmes sont mieux représentées dans le secteur des énergies renouvelables. Une enquête mondiale réalisée en 2018 par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) montre que les femmes représentent 32 % de la main-d'œuvre dans le secteur des énergies renouvelables, contre 22 % dans le secteur pétrolier et gazier, ce qui indique qu'elles semblent être plus intéressées par les domaines de la durabilité environnementale (IRENA, 2019^[44]).

Cependant, l'étude montre également que les femmes occupent près de la moitié des postes administratifs dans le secteur des énergies renouvelables et 35 % des emplois techniques non liés aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STIM), mais seulement 28 % des rôles dans ces disciplines.¹ Cette situation s'explique par les perceptions sur les rôles de chaque sexe (également répandus dans d'autres secteurs) qui entravent la participation des femmes aux domaines liés aux

disciplines STIM et à la recherche-développement (R-D), par l'exclusion et le harcèlement pratiqués par les collègues masculins et par les obstacles à l'atteinte des postes de responsabilité, qui découlent d'un manque de mesures de soutien pour surmonter ces obstacles liés au sexe.²

L'AIE soutient l'initiative Clean Energy Education and Empowerment (C3E), lancée lors de la Réunion ministérielle sur les énergies propres (Clean Energy Ministerial) en 2010. C3E s'attache à améliorer la diversité de genre au sein des professions du secteur des énergies propres. Elle réunit des experts d'organisations de l'administration publique, de l'industrie et de la recherche, qui collaborent pour déterminer les pratiques exemplaires et partager leurs données, leurs expériences et leurs programmes de perfectionnement professionnel. Parité d'ici 2030 est une campagne menée dans le cadre de l'initiative C3E, et ses signataires (neuf pays et plus de 80 entreprises du secteur de l'énergie) s'engagent à œuvrer en faveur de l'égalité salariale, de la parité au sein des échelons supérieurs et de l'égalité des chances d'ici 2030. D'après leur analyse, en moyenne 23 % des salariés de 135 entreprises du secteur de l'énergie sont des femmes (C3E International, 2019^[53]). De plus, en 2018, la Société financière internationale (SFI) s'est associée à la Commission européenne et à 17 grandes entreprises technologiques afin de multiplier les chances offertes aux femmes en lançant l'initiative Digital2Equal, qui encourage l'égalité femmes-hommes tout en soutenant les progrès technologiques (Eunice Ahairwe and Bilal, 2020^[54]).

Une plus grande représentation des femmes aux postes de direction dans le secteur de l'énergie favoriserait des décisions plus « vertes » dans les secteurs public et privé. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, les entreprises privées dont le conseil d'administration et la direction sont caractérisés par la diversité femmes-hommes prennent généralement des initiatives plus durables que les autres. Pourtant, les femmes sont moins nombreuses à occuper des postes de direction dans le secteur de l'énergie que les hauts fonctionnaires et les cadres supérieurs de l'administration et des entreprises (sociétés et petites entreprises) (IEA, 2020^[55]).

L'abandon progressif des industries à forte intensité de carbone dans le cadre de la transition vers une économie bas carbone devrait également modifier l'emploi dans différents secteurs, même si les projections montrent que globalement, l'emploi devrait se maintenir au même niveau (Albrizio et al., 2014^[56]). Indépendamment des différents scénarios analysés, on s'attend à une rupture dans les industries énergivores, mais aussi, potentiellement dans la construction et les services commerciaux. La catégorie la plus touchée semble être celle des travailleurs peu qualifiés (Chateau, Bibas and Lanzi, 2018^[57]).

De plus, l'analyse de Botta (2019) sur la transition vers une économie bas carbone montre un transfert possible des travailleurs des industries gourmandes en combustibles fossiles vers des industries bas carbone. Botta (2019) fait également valoir que la transition a des effets différenciés selon l'emplacement de l'entreprise et le sexe et l'âge de la main-d'œuvre. D'après les calculs de l'organisation internationale du travail (OIT), l'effectif des industries polluantes devrait diminuer de 11 à 15 % (Botta, 2019^[46]). Dans le cas du secteur de l'extraction du charbon au Royaume-Uni, la transition a touché principalement les hommes travaillant dans le secteur, 90 % d'entre eux ayant été déplacés. Les données montrent toutefois que les femmes qui travaillent dans l'industrie manufacturière ont été remplacées, les hommes s'étant engagés dans des activités qu'elles occupaient auparavant (Aragón, Rud and Toews, 2018^[58]).

Une « transition juste » doit donc garantir les mêmes chances aux hommes et aux femmes sur le marché du travail. La réalisation de recherches supplémentaires dans les régions minières, où des changements structurels sont prévus, aiderait à cerner les tendances et les éléments nécessaires à des créations d'emploi plus inclusives et durables. Ces recherches pourraient ne pas se limiter au développement des compétences et à la formation et inclure les priorités en matière de financement et d'investissement.

Ainsi, étant donné la participation déjà plus importante des femmes dans le secteur des énergies renouvelables, mais leur participation plus faible aux rôles liés aux disciplines STIM, les nouveaux modèles de développement des compétences devraient examiner comment tirer parti des bonnes tendances et donner des moyens d'action aux femmes afin de renforcer leur présence dans les domaines

traditionnellement à majorité masculine. Les gouvernements pourraient encourager davantage la recherche et l'innovation afin de créer des emplois et des possibilités d'entrepreneuriat pour les femmes dans les chaînes de valeur des énergies renouvelables.

Un autre défi potentiel de la transition énergétique consiste à éviter l'écart en matière de changement climatique entre ceux qui peuvent investir dans la durabilité et ceux qui ne sont pas en mesure de le faire. Par exemple, l'efficacité énergétique n'est pas seulement une question de changement de comportement, mais aussi d'accessibilité financière. Cependant, ceux qui ont accès aux technologies d'efficacité énergétique peuvent accroître leurs revenus, ce qui réduit l'écart entre les riches et les pauvres. Alors qu'en Europe, de nombreuses communes accordent des subventions et des avantages fiscaux pour l'isolation des logements, seuls les propriétaires qui ont les moyens de réaliser un investissement peuvent en bénéficier. Étant donné que les femmes sont souvent économiquement défavorisées et que les hommes sont surreprésentés en tant que locataires, de tels programmes d'isolation et de rénovation sont susceptibles de ne pas inclure les femmes. Une analyse sexospécifique est donc importante pour détecter des effets similaires de la politique énergétique sur l'égalité femmes-hommes (Clancy and Feenstra, 2019^[59]).

Enfin, une transition juste devrait également tenir compte du rôle des peuples autochtones. La 18^e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones a mis en lumière la façon dont les connaissances autochtones et les systèmes juridiques traditionnels peuvent permettre des solutions climatiques durables et une bonne gouvernance (UN, 2019^[60]). Le principe du consentement préalable libre et éclairé, instrument qui nécessite une consultation ascendante et une coopération avec les peuples autochtones avant d'élaborer un projet, peut permettre de créer des synergies entre les connaissances autochtones et le développement de technologies plus propres. Dans ce domaine, un plus grand nombre de projets, notamment le projet canadien « A SHARED Future » financé par le gouvernement, peuvent favoriser l'engagement des femmes autochtones qui sont les leaders dans leurs communautés en matière d'énergies renouvelables (A SHARED Future, 2019^[61]).

8.5. Actions clés pour aller de l'avant

Un certain nombre de mesures peut être pris pour renforcer les synergies entre les objectifs en matière d'égalité des sexes et ceux en matière d'énergie :

- Collecte plus systématique de données probantes sur les liens entre les objectifs en matière d'égalité des sexes et ceux en matière d'énergies propres.
- Les politiques énergétiques devraient être alignées sur les besoins des femmes, en particulier dans les pays où la précarité énergétique est très répandue.
- Les dirigeants devraient prendre en compte les répercussions de leurs politiques énergétiques sur les autres pays, y compris leur incidence sur les objectifs de durabilité et les inégalités entre les sexes.
- Une dimension sexospécifique devrait être intégrée dans tous les éléments de la planification et de l'élaboration des politiques énergétiques. Il faut également encourager la présence des femmes, notamment celles issues des communautés autochtones, au sein des organes décisionnels locaux, nationaux et internationaux et du secteur de l'énergie lui-même à tous les stades de l'élaboration des politiques.
- Il est essentiel de remédier aux inégalités structurelles et comportementales entre les sexes afin de permettre aux femmes de participer au secteur de l'énergie à tous les niveaux : premièrement, en encourageant davantage de filles à étudier les disciplines STEM afin de développer des connaissances spécialisées, et deuxièmement, en favorisant un partage plus équitable du travail domestique non rémunéré entre les hommes et les femmes afin de permettre aux femmes

d'appliquer leurs compétences dans la prise de décision, tant dans le cadre professionnel que dans le cadre communautaire.

- Les bailleurs de fonds devraient encourager l'intégration du principe de l'égalité femmes-hommes dans l'aide face au changement climatique, car il faut intensifier les efforts visant à améliorer les possibilités de participation des femmes à l'économie verte, notamment en s'assurant qu'elles bénéficient autant que les hommes des projets d'aménagement axés sur les technologies propres et les énergies renouvelables (GENDERNET, 2015^[62]).

Références

- A SHARED Future (2019), *A SHARED Future*, <http://asharedfuture.ca/> (accessed on 14 March 2021). [61]
- Abuya, B., J. Ciera and E. Kimani-Murage (2012), “Effect of mother’s education on child’s nutritional status in the slums of Nairobi”, *BMC Pediatrics*, Vol. 12, <http://dx.doi.org/10.1186/1471-2431-12-80>. [16]
- Albrizio, S. et al. (2014), “Do Environmental Policies Matter for Productivity Growth?: Insights from New Cross-Country Measures of Environmental Policies”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1176, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jxrjncjrcxp-en>. [56]
- Aragón, F., J. Rud and G. Toews (2018), “Resource shocks, employment, and gender: Evidence from the collapse of the UK coal industry”, *Labour Economics*, Vol. 52, pp. 54-67, <http://dx.doi.org/10.1016/j.labeco.2018.03.007>. [58]
- Azomahou, T. and E. Yitbarek (2016), “Intergenerational Education Mobility in Africa: Has Progress Been Inclusive?”, *World Bank Group, Development Research Group Policy Research Working Paper 7843*, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/379961475169190879/pdf/WPS7843.pdf>. [19]
- Barefoot College (2020), “Solar Mamas”, <https://www.barefootcollege.org/approach/> (accessed on 10 December 2020). [47]
- Bloomfield, E. (2014), *Gender and Livelihoods Impacts of Clean Cookstoves in South Asia*, <https://www.cleancookingalliance.org/binary-data/RESOURCE/file/000/000/363-1.pdf>. [13]
- Botta, E. (2019), “An experimental approach to climate finance: the impact of auction design and policy uncertainty on renewable energy equity costs in Europe”, *Energy Policy*, Vol. 133, <http://dx.doi.org/10.1016/j.enpol.2019.06.047>. [46]
- Bové, H. et al. (2019), “Ambient black carbon particles reach the fetal side of human placenta”, *Nature Communications*, Vol. 10/1, <http://dx.doi.org/10.1038/s41467-019-11654-3>. [21]
- C3E International (2019), *STATUS REPORT ON GENDER EQUALITY IN THE ENERGY SECTOR MAPPING GENDER DIVERSITY IN THE ENERGY SECTOR*. [53]
- Chateau, J., R. Bibas and E. Lanzi (2018), “Impacts of Green Growth Policies on Labour Markets and Wage Income Distribution: A General Equilibrium Application to Climate and Energy Policies”, *OECD Environment Working Papers*, No. 137, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/ea3696f4-en>. [57]
- Clancy, J. (2012), “Biofuels and Rural Poverty”, <http://dx.doi.org/10.4324/9780203128473>. [34]
- Clancy, J. and M. Feenstra (2019), *Women, Gender Equality and the Energy Transition in the EU*, <http://www.europarl.europa.eu/supporting-analyses>. [39]
- Clancy, J. and M. Feenstra (2019), *Women, Gender Equality and the Energy Transition in the EU*, <http://www.europarl.europa.eu/supporting-analyses>. [59]
- Clancy, J., M. Feenstra and V. Daskalova (2017), “Gender perspective on access to energy in the EU.”, <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.14577.02406>. [8]

- De Lauretis, S., F. Ghersi and J. Cayla (2017), "Energy consumption and activity patterns: An analysis extended to total time and energy use for French households", *Applied Energy*, Vol. 206, <http://dx.doi.org/10.1016/j.apenergy.2017.08.180>. [43]
- Dutta, S., A. Kooijman and E. Cecelski (2017), *SEAR ENERGY ACCESS AND GENDER GETTING THE RIGHT BALANCE*, <http://www.worldbank.org>. [10]
- EBRD (2019), *GENDER-RESPONSIVE INVESTMENT CLIMATE REFORM IN TAJIKISTAN Making policies work for women in business A toolkit for policymakers and advocates*. [51]
- EIB (2020), "Development Solutions: How to fight climate change with gender equality", *Development Solutions*, <https://www.eib.org/en/essays/climate-change-gender-investment> (accessed on 11 December 2020). [50]
- EIGE (2020), *Gender Equality Index 2019 - Work-life balance*, <http://dx.doi.org/10.2839/852588>. [9]
- EIGE (2016), "Gender and Energy" : Publications Office of the European Union. [52]
- EIGE (2016), "Gender in environment and climate change", <http://dx.doi.org/10.2839/51996>. [33]
- Eunice Ahairwe, P. and S. Bilal (2020), *A gender-sensitive sustainable COVID-19 recovery: The role of development finance institutions (ECDPM Discussion Paper 284)*. [54]
- Fraune, C. (2016), "The politics of speeches, votes, and deliberations: Gendered legislating and energy policy-making in Germany and the United States", *Energy Research & Social Science*, Vol. Volume 19, <https://doi.org/10.1016/j.erss.2016.06.007>. [37]
- Fraune, C. (2015), "Gender matters: Women, renewable energy, and citizen participation in Germany", *Energy Research & Social Science*, Vol. 7, <http://dx.doi.org/10.1016/j.erss.2015.02.005>. [38]
- Gakidou, E. et al. (2010), "Increased educational attainment and its effect on child mortality in 175 countries between 1970 and 2009: a systematic analysis.", *Lancet (London, England)*, Vol. 376/9745, pp. 959-74, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(10\)61257-3](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(10)61257-3). [18]
- GENDERNET (2015), *Making climate finance work for women: Overview of the integration of gender equality in aid to climate change*, <https://www.oecd.org/dac/gender-development/Making-Climate-Finance-Work-for-Women.pdf>. [62]
- GGCA (2016), *Gender and Climate Change: A Closer Look at Existing Evidence*, <https://wedo.org/gender-and-climate-change-a-closer-look-at-existing-evidence-ggca/>. [49]
- Global Alliance for Clean Cookstoves (2016), *Gender-Based Violence in Humanitarian Settings: Cookstoves and Fuels. A Systematic Review of the Evidence Base*, Global Alliance for Clean Cookstoves, <https://www.cleancookingalliance.org/resources/478.html> (accessed on 22 March 2021). [23]
- Graichen, J. et al. (2017), *International Climate Initiatives - A way forward to close the emissions gap? Initiatives' potential and role under the Paris Agreement Final Report*, Umweltbundesamt, <https://www.umweltbundesamt.de/publikationen>. [27]
- Grünwald, P. and M. Diakonova (2020), "Societal differences, activities, and performance: Examining the role of gender in electricity demand in the United Kingdom", *Energy Research & Social Science*, Vol. 69, <http://dx.doi.org/10.1016/j.erss.2020.101719>. [41]

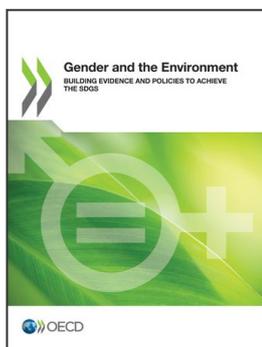
- Huddart Kennedy, E., H. Krahn and N. Krogman (2015), "Are we counting what counts? A closer look at environmental concern, pro-environmental behaviour, and carbon footprint", *Local Environment*, Vol. 20/2, <http://dx.doi.org/10.1080/13549839.2013.837039>. [40]
- IEA (2020), *Gender diversity in energy: what we know and what we don't know*, <https://www.iea.org/commentaries/gender-diversity-in-energy-what-we-know-and-what-we-dont-know> (accessed on 23 March 2021). [55]
- IEA (2020), *SDG7: Data and Projections*, International Energy Agency, [http://IEA \(2020\), SDG7: Data and Projections, IEA, Paris https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections](http://IEA (2020), SDG7: Data and Projections, IEA, Paris https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections) (accessed on 11 March 2021). [3]
- IEA (2020), "The Covid-19 crisis is reversing progress on energy access in Africa", *IEA*, <http://IEA, Paris https://www.iea.org/articles/the-covid-19-crisis-is-reversing-progress-on-energy-access-in-africa> (accessed on 2 December 2020). [1]
- IEA (2020), "World Energy Outlook 2020", *IEA*, <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2020> (accessed on 4 December 2020). [29]
- IEA (2019), *Africa Energy Outlook 2019*, https://iea.blob.core.windows.net/assets/2f7b6170-d616-4dd7-a7ca-a65a3a332fc1/Africa_Energy_Outlook_2019.pdf. [28]
- IEA (2019), "Renewables Information 2019, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/renewables-information-2019>". [36]
- IEA (2018), *World Energy Outlook 2018*, International Energy Agency, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/weo-2018-en>. [26]
- IEA (2017), "Energy Access Outlook 2017, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/energy-access-outlook-2017>". [12]
- IRENA (2020), *Wind energy: A gender perspective*, IRENA, Abu Dhabi, <http://www.irena.org>. [63]
- IRENA (2019), *Renewable Energy: A Gender Perspective*, <http://www.irena.org>. [44]
- ITF (2011), *Gender and Transport*, OECD, Paris, <http://dx.doi.org/Discussion Paper 2011.11>. [31]
- Lambrou, Y. and G. Piana (2006), *Energy and Gender Issues in Rural Sustainable Development*. [45]
- Lam, N. et al. (2012), "Kerosene: A Review of Household Uses and their Hazards in Low- and Middle-Income Countries", *Journal of Toxicology and Environmental Health Part B*, Vol. 15/6, pp. 396-432, <http://dx.doi.org/10.1080/10937404.2012.710134>. [25]
- Lewis, J. et al. (2013), *The short-run and long-run effects of household technological change* *. [14]
- Mare, R. and V. Maralani (2006), "The Intergenerational Effects of Changes in Women's Educational Attainments", *Am Sociol Rev.* 71(4): 5542–564., <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4381439/>. [20]
- O'Dell et al (2015), *Women, energy, and economic empowerment Applying a gender lens to amplify the impact of energy access*. [15]
- OECD (2020), *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 2: Preliminary version*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/39a88ab1-en>. [2]

- OECD (2018), *Policy Coherence for Sustainable Development and Gender Equality: Fostering an Integrated Policy Agenda*, <http://www.oecd.org/gov/gender-mainstreaming/policy-coherence-for-sustainable-development-and-gender-equality.pdf>. [11]
- Ogunbiyi D (2020), *Damilola Ogunbiyi: Power in a Pandemic - Why Energy Access Matters During Coronavirus*, Sustainable Energy for All, <https://www.seforall.org/news/power-in-a-pandemic-why-energy-access-matters-during-coronavirus>. [6]
- Özer, M., J. Fidrmuc and M. Eryurt (2018), “Maternal education and childhood immunization in Turkey”, *Health Economics (United Kingdom)*, Vol. 27/8, pp. 1218-1229, <http://dx.doi.org/10.1002/hec.3770>. [17]
- Räty, R. and A. Carlsson-Kanyama (2009), *Comparing energy use by gender, age and income in some European countries*. [32]
- Räty, R. and A. Kanyama (2010), “Energy consumption by gender in some European countries”, *Energy Policy*, Vol. 38(1):646-649, <http://dx.doi.org/DOI: 10.1016/j.enpol.2009.08.010> . [42]
- Statistical Office of the European Communities (2019), *Energy, transport and environment statistics: 2019 edition*. [35]
- Tam, C. (2019), *Clean energy finance and investment mobilisation programme*, OECD, <http://www.oecd.org/cgfi>. [48]
- UN (2019), *Permanent Forum on Indigenous Issues - Report on the eighteenth session (22 April–3 May 2019)*, <https://undocs.org/en/E/2019/43> (accessed on 14 March 2021). [60]
- UN (2016), *Affordable and Clean Energy: Why It Matters*, https://www.un.org/sustainabledevelopment/wp-content/uploads/2016/08/7_Why-It-Matters-2020.pdf. [5]
- UNDP (2012), *Gender and Climate Change Africa*. [30]
- UNHCR (2016), *SGBV Prevention and Response: A Training Package*, <https://www.unhcr.org/583577ed4.pdf> (accessed on 14 April 2021). [22]
- USEA (2019), “USEA BRIEFING: ADDRESSING ENERGY POVERTY IN THE US: A FEDERAL/STATE/UTILITY COLLABORATION. <https://www.usea.org/event/usea-briefing-addressing-energy-poverty-usfederalstateutility-collaboration>”. [7]
- Venkataraman, C. et al. (2010), “The Indian National Initiative for Advanced Biomass Cookstoves: The benefits of clean combustion”, *Energy for Sustainable Development*, Vol. 14/2, pp. 63-72, <http://dx.doi.org/10.1016/j.esd.2010.04.005>. [24]
- WHO (2018), “Household air pollution and health”, *WHO Factsheet*, <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/household-air-pollution-and-health>. [4]

Notes

¹ Un rapport plus récent de l'IRENA sur la participation des femmes au secteur de l'énergie éolienne aboutit à des résultats équivalents, et montre en outre que les femmes sont moins présentes dans le secteur en Afrique (9 %) et dans la région Asie-Pacifique (15 %) qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes (19 %), et qu'en Europe et en Amérique du Nord (26 %) (IRENA, 2020^[63]).

²Dans l'enquête de l'IRENA menée en 2019, ces mesures consistent notamment à intégrer la problématique femmes-hommes grâce à des audits et à des activités de sensibilisation dans le secteur privé, à créer des réseaux de soutien, des programmes de mentorat et des prix, à offrir un meilleur accès aux études et à la formation professionnelle en adaptant le programme pédagogique, à fixer des quotas et des objectifs pour la proportion de femmes, à briser les barrières liées au sexe en adaptant les politiques et la réglementation en milieu de travail, et en garantissant un meilleur équilibre vie professionnelle-vie privée.



Extrait de :

Gender and the Environment

Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3d32ca39-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Les femmes et l'ODD 7 – Services énergétiques propres à un coût abordable : garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable », dans *Gender and the Environment : Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2c5f2b9b-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.